

Cinquième Conférence de planification
du Programme européen de développement social
(Palais des Nations, Genève, 25-28 mars 1974)

TENDANCES ACTUELLES DES CONDITIONS ET DES POLITIQUES SOCIALES EN EUROPE

Document de travail I

préparé par le Secrétariat des Nations Unies
et se rapportant au point 4 de l'ordre du jour provisoire

Table des matières

	<u>Paragraphes</u>
I. INTRODUCTION	1 - 2
II. EUROPE OCCIDENTALE	
A. Evolution démographique	3 - 8
B. Amélioration des conditions de vie	9 - 12
C. Structure de la répartition	13 - 17
D. Uniformisation et concentration	18 - 22
E. La revendication de meilleures conditions de travail et de vie	23 - 28
F. Mise en question des valeurs et des codes établis	29 - 35
G. Nouvelles méthodes d'élaboration des politiques sociales ...	36 - 37
III. EUROPE ORIENTALE ET URSS	
A. Evolution démographique	38 - 43
B. Amélioration des niveaux de vie	44 - 49
C. Moyens de répartition	50 - 55
D. Politiques régionales et mésologiques	56 - 57
E. Evolution de la structure sociale et des conditions de vie .	58 - 61
F. Evolution de la politique sociale	62 - 68

I. INTRODUCTION

1. Comme précédemment, la cinquième Conférence de planification est invitée à déterminer les tendances actuelles des conditions et des politiques sociales dans les pays européens, et à en examiner les incidences sur la planification du Programme européen de développement social pour la prochaine période. Les données contenues dans le présent document de travail sont destinées à servir de base aux délibérations de la Conférence à cet égard.

2. Pour la préparation de ce document de travail, nous nous sommes appuyés sur les travaux actuellement en cours pour l'élaboration de la partie consacrée à l'Europe dans la nouvelle édition du Rapport sur la situation sociale dans le monde, qui doit être présentée à la Commission du développement social à sa vingt-quatrième session (janvier 1974). Conformément au plan général adopté pour ce rapport, les tendances actuelles ont été examinées d'une part pour l'Europe occidentale, d'autre part pour l'Europe orientale et l'URSS. En outre, nous avons fait une distinction, chaque fois que c'était possible, entre la situation de la partie septentrionale et celle de la partie méridionale de la région considérée. Il sera ainsi plus facile d'apprécier exactement les tendances régionales, tout en tenant pleinement compte des différences que présentent les politiques en raison du système socio-économique ou du niveau de développement de chaque pays. La détermination exacte des points de dissemblance et de ressemblance des conditions et des politiques sociales pourrait contribuer à rendre plus utiles les échanges d'informations et d'idées à l'échelon régional que favorise le Programme européen de développement social.

II. EUROPE OCCIDENTALE

A. Evolution démographique

3. Un certain nombre de tendances, apparues au cours des années 1950 ou antérieurement, caractérisent toujours la situation démographique en Europe occidentale: diminution de la fécondité, augmentation de l'espérance de vie, vieillissement de la population, importance croissante des migrations internes et interpays.

4. La diminution de la fécondité est manifeste dans presque tous les pays de la région. Sur un total de vingt et un pays, quinze ont eu en 1972 un taux brut annuel de natalité inférieur à 17 p. 1000, alors que six seulement rentraient dans cette catégorie en 1950. Entre ces deux dates, la diminution a été inférieure à 2 p. 1000 en Autriche, en Espagne, au Royaume-Uni et en Suède, mais supérieure à 5 p. 1000 à Chypre et aux Pays-Bas, à

10 p. 1000 en Finlande et à 13 p. 1000 à Malte. Avec une telle baisse de la fécondité, le taux d'accroissement naturel - différence entre le nombre des naissances vivantes et le nombre des décès - se rapproche, dans maints pays européens, du minimum nécessaire pour le maintien de la population.

5. L'espérance de vie a suivi une courbe ascendante dans tous les pays, atteignant 76,5 années pour les femmes en Suède (71,9 pour les hommes), autant pour les femmes aux Pays-Bas (70,7 pour les hommes), bien que le taux d'accroissement soit en baisse. Cette prolongation de l'espérance de vie est due principalement à la réduction spectaculaire de la mortalité infantile: en 1971, le taux de mortalité infantile était inférieur à 20 p. 1000 dans dix pays contre quatre en 1960, et il est aujourd'hui inférieur à 12 p. 1000 dans plusieurs pays (Finlande, Pays-Bas, Suède). D'autre part, l'écart augmente progressivement entre l'espérance de vie des femmes et celle des hommes - il dépasse sept années en faveur des femmes dans certains pays - ce que l'on peut attribuer dans une large mesure à l'incidence plus forte de l'alcoolisme, ainsi que des accidents de la route, sur la mortalité masculine.

6. Une autre tendance générale en Europe occidentale est le vieillissement de la population. En France, par exemple, plus de 130 personnes p. 1000 étaient âgées de 65 ans au moins en 1972, contre 118 dix ans plus tôt. Sur les neuf pays du Marché commun, six comptent plus de 120 personnes p. 1000 âgées au moins de 65 ans, alors qu'à la veille de la décennie 1960, les taux étaient partout inférieurs à 120 p. 1000. Actuellement, ils s'élèvent, par exemple, à 142 en Autriche et à 158 en Suède. Toutefois, les taux actuels sont inférieurs à 100 p. 1000 dans certains pays, comme l'Espagne et la Finlande. Selon les projections démographiques, cette tendance se maintiendra jusqu'à la fin de la décennie actuelle et sera suivie d'une stabilisation temporaire ou d'une diminution de la proportion des personnes âgées dans la population (en Suède, par exemple, les chiffres estimatifs sont les suivants: 1970 - 158, 1980 - 160, 1990 - 160, 2 000 - 140).

7. L'importance des mouvements migratoires varie sensiblement d'un pays à l'autre. En ce qui concerne la migration interpays, on peut dire d'une manière générale que les pays d'Europe septentrionale et occidentale recrutent des travailleurs étrangers provenant des régions moins développées d'Europe méridionale, ainsi que du tiers monde. Ces travailleurs constituent actuellement un pourcentage important de la main-d'oeuvre des pays industrialisés: dans la République fédérale

d'Allemagne, par exemple, la proportion des travailleurs migrants est passée de 0,7 % en 1958 à 10,4 % en 1972; ces travailleurs représentent aujourd'hui 6 % de la population active en Suède, 7 % en France, 30 % en Suisse. Toutefois, on constate depuis quelque temps une diminution des migrations de travailleurs vers les pays industrialisés: en France, par exemple, le taux net de migration pour 1 000 habitants était de + 3,5 en 1970, + 2,8 en 1971 et + 2,1 en 1972. Cela tient peut-être aux difficultés économiques et aux problèmes socio-culturels que connaissent les pays d'"accueil", à la longue, le développement économique des pays d'"origine" pourrait agir dans le même sens.

8. En ce qui concerne les mouvements internes, la migration du secteur agricole vers d'autres secteurs économiques s'est maintenue en Europe occidentale au cours de la dernière décennie. La proportion des personnes employées dans l'agriculture (en pourcentage de la population active) est tombée de 34,9 à 19,5 en Italie, de 23,7 à 8,4 en France, et de 4,5 à 2,7 au Royaume-Uni. Aux environs de 1970, la population urbaine ne représentait encore en Turquie que 37,1 % de la population totale, et 38,4 % dans la République fédérale d'Allemagne, mais cette proportion atteignait 78,4 % au Royaume-Uni, 81,4 % en Suède et 86,8 % en Belgique. Toutefois, une tendance au ralentissement de l'urbanisation apparaît actuellement dans la plupart des pays fortement urbanisés. Au Royaume-Uni, par exemple, la population rurale a augmenté de 15,2 % au cours des dix dernières années, et la population urbaine de 2,6 % seulement.

B. Amélioration des conditions de vie

9. Dans tous les pays d'Europe occidentale, le revenu national par habitant a sensiblement augmenté au cours des dix dernières années. En prix constants (base: 1963), il était supérieur à 1 500 dollars dans 11 pays en 1970, alors qu'il ne l'était que dans un seul - la Suède - en 1960. Il n'y a aujourd'hui dans la région que deux pays où le revenu par habitant soit inférieur à 700 dollars, et dans tous les pays, le taux annuel d'accroissement a été supérieur à 2 %. Dans trois pays au moins (l'Italie, les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne), le revenu des ouvriers et employés a doublé entre 1958 et 1971. D'autre part, la différence du revenu par habitant entre les pays riches et les pays pauvres de la région a augmenté: l'écart entre le pays le plus riche et le pays le plus pauvre, qui était de 1 525 dollars en 1960, a atteint 2 207 dollars en 1970, tandis qu'il passait de 1 500 à 2 000 dollars entre le pays le plus riche et celui qui occupait le deuxième rang parmi les pays pauvres.

10. La plupart des pays de la région n'ayant pas encore atteint le seuil de saturation, la possession de biens durables peut aussi servir à indiquer l'amélioration des conditions de vie. Par exemple, de 1958 à 1971, le nombre d'automobiles privées par millier d'habitants est passé de 52 à 133 en Irlande, de 25 à 190 en Italie, de 62 à 218 au Danemark et de 89 à 251 en France. L'augmentation du nombre des propriétaires de téléviseurs est encore plus remarquable. Les conditions de logement se sont elles aussi améliorées (densité d'occupation plus faible, meilleur équipement des habitations), encore que sur la base des normes admises en Europe occidentale, on continue de considérer la situation du logement comme peu satisfaisante dans de nombreux pays de la région. C'est ainsi que, selon une enquête nationale menée en France en 1970, 16,5 % des ménages vivaient dans "de mauvaises conditions de logement", et que selon les normes officielles, 34,3 % seulement des ménages français vivaient dans des "appartements confortables".

11. Le fait de disposer de temps libre est aussi un élément important du niveau de vie. Dans tous les pays de la région, excepté l'Espagne, la Grèce et le Portugal, le nombre d'heures de travail effectif par semaine a sensiblement diminué au cours des dix dernières années. Dans cinq pays - l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande et la Norvège - les travailleurs de l'industrie légère travaillent actuellement moins de 40 heures par semaine. La durée des congés payés annuels tend à augmenter depuis une dizaine d'années. Au Royaume-Uni, par exemple, 97 % des travailleurs manuels à plein temps n'avaient que deux semaines de congé annuel en 1961, alors que 67 % d'entre eux avaient droit à trois semaines ou plus en 1971. Cependant la durée moyenne des congés payés annuels varie encore beaucoup d'un pays à l'autre (16 jours aux Pays-Bas, 21 au Danemark, 24 en France en 1972).

12. L'amélioration des niveaux de vie s'est accompagnée, en Europe occidentale, de changements dans la structure de la consommation privée, et notamment d'une réduction de la partie des budgets familiaux consacrée à l'alimentation. Le taux d'accroissement annuel global de la consommation privée, exprimé en pourcentages pour l'ensemble de la région, a été de 4,6, mais la consommation alimentaire n'a augmenté que de 3,4, contre 7,3 pour les biens durables. A la fin de la décennie, la part de l'alimentation dans la consommation privée totale était d'environ 2,5 % dans les pays les plus riches de la région, tandis qu'elle restait proche de 40 % dans les pays peu développés. Etant donné qu'une partie des besoins des ménages est, dans tous les pays, assurée gratuitement ou à un prix inférieur au coût, dont une partie est couverte par les deniers

publics, il importe aussi de noter une tendance parallèle, à savoir que, dans plusieurs pays d'Europe occidentale, la consommation publique augmente plus rapidement que la consommation privée depuis une dizaine d'années. C'est notamment le cas en ce qui concerne les services sociaux et les prestations de sécurité sociale. De 1962 à 1971, ces prestations, exprimées en pourcentage du produit national brut, ont augmenté dans cinq pays du Marché commun, passant de 15,5 à 18,4 en Belgique, de 16,3 à 18,4 en France, de 17,5 à 19,7 dans la République fédérale d'Allemagne, de 14,3 à 20,2 en Italie, et de 13,6 à 21,6 aux Pays-Bas. Bien que ces niveaux de "transferts" soient inférieurs à celui de la Suède, on a de plus en plus le sentiment, dans beaucoup de pays occidentaux, que le plafond est atteint, vu le niveau actuel des charges fiscales.

C. Structure de la répartition

13. A l'opposé de l'amélioration constante des revenus nationaux et individuels, la structure de la répartition des revenus est demeurée remarquablement stable depuis la fin de la guerre dans l'Europe occidentale. On estimait en 1955 qu'en moyenne un tiers environ de l'ensemble des revenus individuels allait aux 10 % formant la tranche supérieure de la population, tandis que la part de la classe la plus défavorisée ne représentait pas plus de 2 %. Depuis cette époque, la corrélation positive généralement constatée entre le degré de développement économique et le degré de nivellement, ainsi que le jeu de facteurs plus qualitatifs : proportion décroissante des personnes employées dans les secteurs à revenu traditionnellement bas (par exemple l'agriculture), ou octroi de prestations de sécurité sociale plus généreuse aux groupes non actifs de la population (en particulier aux personnes âgées), ont quelque peu réduit l'écart entre les revenus - mais dans la plupart des pays, les progrès accomplis dans ce sens ont été jusqu'ici très limités. Il semble que la structure de la répartition des revenus ait des racines si profondes dans l'histoire et la culture des sociétés occidentales, qu'à moins de changements fondamentaux dans le contexte socio-politique, l'évolution vers une structure plus équitable ne puisse être que très progressive.

14. La répartition des revenus n'est pas la seule manifestation des disparités actuelles : il y a aussi les différences de consommation selon les groupes socio-économiques. Dans un certain nombre de pays industrialisés, les dépenses des travailleurs manuels et celles des cadres supérieurs ou des travailleurs indépendants sont dans le rapport de 1 à 5 pour la santé (ce qui explique peut-être en partie pourquoi la mortalité infantile

atteint 25,5 p. 1 000 dans un pays comme la France lorsque le père est un travailleur non qualifié, et n'est que de 9,6 p. 1 000 lorsque le père est un professeur), de 1 à 10 pour les activités culturelles, et de 1 à 20 pour les vacances. La proportion, toujours forte, des travailleurs non qualifiés dans la population active des pays industrialisés diminue à un rythme relativement lent : dans le pays susmentionné, elle n'a baissé que de 0,5 % de 1962 à 1968. Le chômage persiste dans beaucoup de pays d'Europe occidentale, bien que le taux en soit peu élevé par rapport aux chiffres habituels : en 1972, la proportion des chômeurs dans la population active était d'environ 1,5 % en Autriche, 2,2 % en Suède, 2,3 % aux Pays-Bas, 3,2 % en Belgique, 4,5 % en Grèce et 6,9 % à Malte.

15. Il convient de mentionner aussi les inégalités de salaires selon le sexe. Au Royaume-Uni, en 1971, les travailleurs manuels gagnaient en moyenne 29,4 livres sterling par semaine pour les hommes, mais 15,3 livres sterling seulement pour les femmes (les travailleurs non manuels, 39,1 et 19,8 livres, respectivement). En France, les salaires annuels étaient en moyenne de 16 200 francs pour les hommes et de 10 800 francs pour les femmes en 1969. Mais comme les salaires moyens ont augmenté dans ce pays de 59,3 % pour les femmes et de 54,2 % pour les hommes au cours de la période 1964-1969, on voit que, là encore, les disparités actuelles tendent à se réduire progressivement.

16. Un des principaux facteurs d'inégalité concerne les concentrations de population et d'activités dans certaines régions "privilégiées" d'un pays. Toutefois, ces concentrations ne sont plus considérées comme rentables, du point de vue économique, et acceptables du point de vue social, de sorte que la plupart des pays d'Europe occidentale ont mis au point des politiques régionales visant à une répartition plus équilibrée de la population et de la richesse dans l'ensemble du pays. La République fédérale d'Allemagne et la France, par exemple, ont instauré des systèmes de subventions publiques pour encourager les industries à investir dans des régions relativement pauvres. En Suède - où l'on a estimé que, dans le Nord du pays, il y avait 0,2 médecin et 0,5 clinique pour 100 000 habitants, alors que dans la région de Stockholm les chiffres correspondants étaient de 1,8 et de 1,4 - on s'efforce de créer des industries et de développer les services sociaux dans les régions peu favorisées. Les gouvernements de plusieurs pays visent à l'aménagement de villes d'importance moyenne pour empêcher la concentration excessive d'habitants et d'activités dans la capitale.

17. Enfin, on ne peut méconnaître les inégalités qui persistent entre le Nord et le Sud de la région. Quelques indicateurs généraux illustreront sans doute la situation : en 1971, la consommation d'acier (en moyenne par habitant) était de 52 kg en Turquie et de 142 en Grèce, contre 339 kg en Italie et 676 en Suède; à la fin des années 1960, la part du commerce des produits manufacturés dans la totalité des exportations était (en pourcentage) de 2 pour la Grèce et 16 pour le Portugal, contre 36 pour la France et 55 pour le Royaume-Uni. En conséquence, on a estimé en 1969, que 45 % des ménages au Portugal et 25 % en Espagne, contre 20 % en Italie et 1 % dans la République fédérale d'Allemagne, se trouvaient au-dessous du seuil de pauvreté (fixé à 12 livres sterling par semaine). Mais d'autres chiffres montrent que les pays d'Europe méridionale ont fait quelques progrès dans des domaines essentiels de la politique sociale, tels que l'éducation et la santé. Le niveau de la protection de la santé, par exemple, exprimé en nombre d'habitants par médecin et dentiste, était en 1969 de 1 157 au Portugal, de 945 à Chypre, de 715 en Espagne, de 702 en Finlande et de 698 aux Pays-Bas.

D. Uniformisation et concentration

18. Malgré la persistance des disparités et des inégalités, une tendance vers l'uniformisation des besoins et des styles de vie se dessine dans les pays d'Europe occidentale. Parmi les nombreux signes de cette évolution figure la généralisation du besoin de sécurité, qui se manifeste par le développement rapide des systèmes d'assurance-vie et - davantage encore - par l'ampleur croissante des programmes de sécurité sociale, du moins dans les pays industrialisés de la région. Grâce, en particulier, à l'extension du système d'assurances sociales à des groupes sociaux autres que les salariés, le nombre des bénéficiaires a augmenté de façon parfois spectaculaire au cours des dix dernières années. En ce qui concerne les soins médicaux, 30 % des Irlandais étaient assurés en 1960 et 90 % en 1970, les chiffres correspondants étant de 64 et 98 % pour la France, de 73 et 99 % pour la Belgique, de 84 et 99 % pour le Luxembourg. Dans le même temps, le pourcentage des ayants droit à des prestations de retraite et d'invalidité est passé de 58 à 65 en Irlande, de 92 à 100 en France, de 63 à 100 en Belgique et 82 à 100 au Luxembourg.

19. L'uniformisation des modes de vie se manifeste aussi dans la structure de la consommation. Le niveau de consommation reste différent selon les groupes sociaux, mais les types de consommation tendent à s'uniformiser pour l'essentiel. Même si les habitudes restent très différentes pour ce qui est, par exemple, des préférences

alimentaires, beaucoup de produits (tels que les boissons) sont maintenant consommés dans presque tous les ménages. En outre, cette remarque s'applique à peu près à l'ensemble de la région : nombre de produits analogues sont aujourd'hui disponibles dans tous les pays d'Europe occidentale, répondant à la même demande ou créant les mêmes besoins. Enfin, la tendance à l'uniformisation se manifeste dans l'environnement extérieur immédiat de l'habitant des pays occidentaux : elle est due à l'omniprésence des automobiles et aussi à la standardisation croissante des types d'habitation et des styles architecturaux.

20. Les tendances à l'uniformisation ne peuvent qu'être encouragées par la concentration graduelle des habitants et des activités, qui se manifeste en Europe occidentale de plusieurs façons : en premier lieu, comme on l'a vu plus haut, par la migration continuelle du secteur agricole vers les autres secteurs de l'économie et par la concentration d'habitants, en conséquence dans les zones urbaines (voir le paragraphe 8 ci-dessus). Un autre phénomène lié à ces tendances est la diminution du nombre des travailleurs indépendants : la proportion de ces travailleurs par rapport au nombre des citoyens actifs est tombée en dix ans de 44,9 à 30,7 % en Italie, de 31,6 à 21,4 % en France, de 23,6 à 20,1 % au Danemark et de 23,5 à 16,5 % aux Pays-Bas. On constate la même évolution en Europe méditerranéenne, bien que la proportion de travailleurs indépendants y demeure importante : en Espagne par exemple, selon les derniers renseignements disponibles, ils représentent 28 % des chefs de famille.

21. La tendance à la concentration apparaît aussi dans le domaine de l'administration publique ou, pour assurer un grand nombre de services divers au moyen d'un appareil administratif de plus en plus complexe, beaucoup de gouvernements prennent des dispositions pour que les municipalités et les centres de décision intermédiaires regroupent leurs fonctions, leurs services et leurs organes élus. En France, on encourage par différents moyens les municipalités rurales à se regrouper ou à créer des services communs pour diverses activités. Au Danemark, le nombre des municipalités a été réduit de 1 388 en 1960 à 277 en 1970, et celui des comtés de 25 à 14. En Suède, la "réforme des municipalités" vise à réduire le nombre de ces dernières de 1 066 à 270 au cours de la décennie 1964-1974. Dans certains pays, ce mouvement ne manque pas de susciter des résistances : ainsi en Italie, on n'a pas encore pu mettre en application le projet de réforme consistant à supprimer les provinces, qui se situent à l'échelon intermédiaire entre les vingt régions et les municipalités.

22. Une tendance connexe concerne la concentration du pouvoir économique, qui ignore de plus en plus les frontières nationales. L'importance croissante des sociétés multinationales en est un exemple caractéristique. On a dit que sur les cent plus grandes unités économiques du monde, 50 sont des Etats-nations et 50 des entreprises multinationales (dont le nombre est estimé à environ 300). Quelques-uns de ces "monstres" économiques sont européens - néerlandais, allemands, suédois, suisses ou français. On estime que les sociétés multinationales suédoises ont investi à l'étranger, ces dernières années, un montant en dollars plusieurs fois supérieur à celui qu'elles ont investi en Suède, et que c'est principalement à cause d'elles qu'environ 20 % du personnel employé par l'industrie suédoise travaillent à l'étranger.

E. La revendication de meilleures conditions de travail et de vie

23. Si le plein emploi et l'amélioration des revenus restent, pour les individus, les syndicats et les gouvernements, deux questions primordiales en Europe occidentale, d'autres éléments du niveau de vie gagnent actuellement en importance. De grands changements se manifestent en particulier dans les attitudes à l'égard des conditions de travail. Ils se caractérisent tout d'abord par une forte réaction contre l'effet "déshumanisant" du travail à la chaîne. On demande aussi une modification des systèmes de rémunération dans la mesure où ils poussent l'individu à travailler au-delà de ses capacités physiques ou mentales et créent dans les entreprises un climat malsain de compétition. Particulièrement caractéristiques sont aussi les revendications qui tendent à un assouplissement dans la hiérarchie et la filière de l'autorité, à une meilleure protection contre les accidents, à une plus grande propreté du travail et à la diminution des horaires, notamment pour les travaux non spécialisés ou pénibles. Les ouvriers de l'industrie ont parfois attiré l'attention du public sur leurs revendications par des grèves "sauvages" ou d'autres moyens spectaculaires, mais d'autres catégories de travailleurs - les employés et le personnel des services - ont aussi exprimé leur mécontentement au sujet des conditions de travail actuelles dans les pays industrialisés.

24. Nombreux ont été les remèdes proposés et les expériences tentées en vue d'améliorer les conditions de travail. L'introduction dans certains pays - la France, la République fédérale d'Allemagne, la Suisse - d'horaires de travail flexibles présente une importance particulière. On a en outre expérimenté des moyens d'atténuer la tension à laquelle le travail à la chaîne soumet les travailleurs : ceux-ci sont appelés à passer d'une tâche

à l'autre, le travail lui-même étant moins fragmenté; des équipes de travailleurs sont constituées et les procédés de contrôle sont moins rigoureux. C'est surtout dans l'industrie automobile que des expériences de ce genre sont en cours. On a tenté de diviser les grandes usines en unités plus petites, pour que les ateliers "soient là où sont les travailleurs", ce qui présente pour ceux-ci, entre autres avantages, celui de réduire la durée de leur trajet jusqu'au lieu de travail. Quant à la rémunération, on tend à remplacer le travail aux pièces par le salaire à l'heure ou au mois, dont le montant n'est pas directement lié au volume du travail accompli.

25. On peut espérer de nouvelles améliorations des conditions de travail en raison des dispositions prises ou envisagées pour assurer la participation des travailleurs à la gestion des entreprises. En Norvège, depuis 1973, toutes les sociétés employant plus de 200 salariés sont tenues de créer un nouveau conseil, dont les membres sont désignés pour un tiers par les salariés; c'est ce conseil qui élit les directeurs de la société. On trouve également des exemples d'arrangements de ce genre dans la République fédérale d'Allemagne et au Royaume-Uni. Des progrès vers la "démocratie industrielle" se manifestent aussi par la mise au point de diverses formes de participation des travailleurs aux bénéfices. En France, par exemple, la loi de 1967 sur la participation s'applique à quelque 12 000 entreprises employant plus de 100 travailleurs; sa mise en vigueur a eu jusqu'ici pour effet de relever d'environ 2 à 5 % le salaire de base de la majorité des ouvriers et employés concernés, une petite minorité d'environ 1 % bénéficiant d'une augmentation de 10 % ou plus. Il se peut que les exemples qui viennent d'être cités, si importants soient-ils, ne représentent qu'un modeste début, et qu'une participation réelle exige dans l'avenir de forts "investissements institutionnels", qui se traduiraient par des changements d'ordre administratif et des progrès dans l'enseignement.

26. L'amélioration des conditions de travail n'est qu'un aspect de l'aspiration générale à de meilleures conditions de vie. Pour le nombre croissant des habitants des villes, ces aspirations représentent aussi, en premier lieu, une réaction contre la détérioration de la vie urbaine et l'aliénation qui en résulte. Pour rendre la ville à ses habitants, plusieurs pays ont pris une mesure importante en interdisant la circulation automobile dans certaines rues situées au centre des grandes cités. Tout aussi symptomatiques sont les protestations auxquelles donnent lieu la spéculation sur les terrains des zones urbaines et la ségrégation en matière d'habitation : lorsque de vieux immeubles

présentant un intérêt historique ou, tout simplement, habités par des ménages à faible revenu sont démolis pour être remplacés par des bureaux ou des habitations de luxe, ces protestations se font de plus en plus fréquentes et de plus en plus efficaces. La viabilité de la ville devient un problème politique, que l'on fait mieux connaître au public et que les citoyens se montrent plus résolus à prendre en main. La lutte pour une meilleure qualité de la vie, si elle date de peu dans beaucoup de villes européennes, n'en est pas moins un phénomène dont l'importance se fera sentir à long terme.

27. C'est également ces dernières années que la nécessité de protéger le milieu naturel s'est imposée à l'attention comme une question d'intérêt public. Aujourd'hui, l'opinion publique européenne a pris conscience de l'ampleur de ce problème et, qui plus est, n'admet plus que la pollution - surtout lorsqu'elle est le fait de l'industrie - soit le prix dont il faille normalement payer la croissance et l'expansion économiques. On considère maintenant que les responsables de la pollution doivent assumer la charge des mesures à prendre pour la supprimer : ce principe a été confirmé par la Commission des communautés européennes dans son programme pour l'environnement, adopté en 1973, où il est dit aussi que les progrès techniques, les recherches et d'une manière générale les mesures à prendre dans le domaine économique et social doivent être axés sur la nécessité de protéger et d'améliorer l'environnement. On a de plus en plus le sentiment, dans la région, qu'un environnement plus satisfaisant pourrait être obtenu grâce à une meilleure organisation, à des règlements plus stricts et à une attitude général de respect pour la nature actuellement menacée par l'activité effrénée de l'homme.

28. La recherche de meilleures conditions de vie dans les pays de la région concerne aussi les services, notamment les services publics, et la façon dont ils sont organisés et fournis. L'attitude traditionnellement respectueuse et docile des clients devant les guichets tend à disparaître. Le public s'est formé une idée défavorable de certains services sociaux, parce que ces derniers se sont montrés indifférents aux sentiments et aux espérances de leurs clients. "Les relations des services sociaux avec le public" sont devenues un sujet de discussion. On sent de plus en plus le besoin d'un dialogue fructueux entre les citoyens et les pouvoirs publics, propre à faciliter la solution des problèmes nombreux et souvent irritants de la vie quotidienne.

F. Mise en question des valeurs et des codes établis

29. La mise en question des systèmes établis de règles et de valeurs morales peut être le fait soit d'individus dont le comportement constitue la négation des normes admises, soit de groupes qui essaient de promouvoir de nouvelles échelles de valeurs ou de nouveaux rapports entre les catégories et les classes sociales. Chez les individus, elle dénote une "anomie" dont les indicateurs classiques sont les divorces, les suicides, la criminalité et l'alcoolisme ou la toxicomanie. L'étude de ces indicateurs peut contribuer à éclairer certains aspects caractéristiques du comportement actuel de l'individu dans les pays d'Europe occidentale.

30. Le taux des divorces augmente manifestement dans tous les pays où le divorce est légalement possible : en 1971, il était égal ou supérieur à 1 pour 1 000 habitants dans neuf pays européens, alors que quatre pays seulement se trouvaient dans cette situation en 1964. Le taux des divorces n'a pas encore dépassé 0,1 au Portugal, 0,3 en Grèce et 0,3 en Turquie; mais il a atteint 1,3 en Autriche, 1,7 en Suède et 1,9 au Danemark. Le taux des suicides augmente aussi et dépasse maintenant 20 p. 1000 dans cinq pays (contre 2 p. 1000 il y a dix ans). Mais les écarts demeurent frappants d'un pays à l'autre : 1,8 en Irlande et 4,4 en Espagne, contre 22,3 en Suède et 24,2 en Autriche.

31. L'évolution du taux de criminalité est plus difficile à déterminer. On estime généralement que le nombre des infractions de tous genres augmente, de même que la gravité des délits et des crimes contre les personnes et les biens. Les chiffres disponibles semblent indiquer que le nombre des crimes et délits connus de la police a augmenté d'environ 60 % en dix ans au Royaume-Uni, et en cinq ans en France. La sécurité est encore assez grande dans les villes de la région, mais il y a peut-être lieu de craindre que l'insécurité croissante que l'on constate dans les zones urbaines d'autres pays industrialisés ne gagne les pays d'Europe occidentale.

32. L'alcoolisme constitue toujours en Europe un grave problème. En France, sur cinquante et un millions d'habitants, cinq ou six millions, appartenant à tous les groupes sociaux, abuseraient de l'alcool. Là comme ailleurs, l'alcoolisme est une des principales raisons du taux excessif de la mortalité masculine, qui va en augmentant. La toxicomanie paraît encore limitée en Europe occidentale, mais on manque de statistiques dignes de foi concernant ce problème. On estime qu'aux Pays-Bas, 13 000 à 24 000 personnes faisaient usage de stupéfiants en 1968. Quoi qu'il en soit, on peut

affirmer que le phénomène de la toxicomanie est contagieux, qu'il se propage d'une région et d'un pays à l'autre, et que les mesures destinées à la combattre doivent être intensifiées si l'on veut mettre fin au besoin d'évasion par la drogue.

33. Les manifestations collectives contre les valeurs établies ou les comportements acceptés émanent de forces nouvelles, dont trois - celles que représentent les jeunes, les femmes et, sur un plan différent, les consommateurs - jouent aujourd'hui un rôle important dans la région. L'agressivité des jeunes est moins spectaculaire au début de la décennie 1970 que durant la deuxième moitié de la décennie 1960; il semble, notamment, que la phase aiguë de la révolte des étudiants appartienne au passé. Est-ce à dire que les jeunes sont mieux intégrés dans les sociétés occidentales ou, au contraire, qu'ils sont plus confiants et plus profondément engagés dans une sous-culture ? En essayant de répondre à cette question, il faut noter, en premier lieu, que les jeunes ne constituent pas un groupe homogène : l'âge, s'il est dans certains cas un facteur déterminant, ne suffit pas à donner une mentalité de classe. Deuxièmement, il ne faut pas oublier, lorsqu'on veut juger de la réalité d'une sous-culture parmi les jeunes, que les caractéristiques culturelles qui différencient les groupes d'âges sont souvent provoquées et modelées par des hommes d'affaires soucieux d'élargir un marché. Il n'en est pas moins vrai que, dans la région, une minorité importante de jeunes a des convictions qui vont à l'encontre des valeurs reconnues et qui ne sont pas sans influencer le reste de la société. Le fait de contester l'autorité établie a déjà conduit à d'importants changements dans diverses institutions telles que l'école, l'armée, la famille, l'église. La jeunesse s'attaque aux attitudes traditionnelles concernant la sexualité : la "liberté sexuelle" est affirmée comme une valeur et un symbole, sinon comme la condition d'autres libertés - y compris la liberté politique. Le troisième domaine de la contestation concerne la civilisation industrielle créée par un siècle de croissance économique. Il semble que la déception des jeunes devant certains traits fondamentaux de la société où ils vivent soit plus qu'une crise passagère qu'ils surmonteront avec l'âge, mais il est encore impossible de prévoir quel genre de société ils sont en train de se préparer.

34. Dans tous les pays de la région, les femmes revendiquent, avec plus ou moins de vigueur, une amélioration de leur condition sociale. Les mouvements de libération des femmes ne représentent peut-être qu'une minorité militante, mais nombre d'associations

ou de partis politiques sont fortement influencés par la recherche de l'égalité entre les sexes et propagent des conceptions et des valeurs nouvelles. L'égalité juridique est déjà à peu près réalisée dans les pays septentrionaux et occidentaux de la région, par exemple en ce qui concerne l'autorité et la responsabilité des deux parents à l'égard des enfants. On étudie surtout actuellement les problèmes relatifs à l'inégalité professionnelle et culturelle entre les deux sexes. Pour que les femmes aient réellement le choix entre le ménage et le travail extérieur, certains pays ont pris le parti d'assurer de plus en plus largement des services tels que la garde des enfants pendant la journée; d'autres envisagent la possibilité d'accorder un salaire aux ménagères. La tendance qui se manifeste dans un certain nombre de pays, à la libéralisation des lois sur l'avortement - à l'exemple des pays nordiques et du Royaume-Uni - est, elle aussi, étroitement liée au souci d'améliorer la condition de la femme. Il convient toutefois de souligner que cette condition commence à peine à se transformer dans plusieurs pays de la région, où les attitudes traditionnelles en la matière ne sont pas encore supplantées par celles des sociétés d'abondance. C'est à la situation de l'emploi qu'il faut en partie imputer, dans ces pays, le maintien des femmes dans leur condition de ménagères.

35. Lancés à l'origine dans les pays nordiques, des mouvements de consommateurs comptant de nombreux participants, disposant de laboratoires pour l'essai des produits, faisant paraître des publications à fort tirage, ont été créés en France, en Italie, dans la République fédérale d'Allemagne et au Royaume-Uni, et le seront bientôt dans d'autres pays. Tous ces mouvements témoignent d'un changement d'attitude important : la formule "le client est roi" est dénoncée comme un mythe : le marché est considéré comme destiné non plus à "satisfaire les besoins" mais à "créer des besoins".

Certains producteurs se sentant menacés combattent ces mouvements d'une manière qui rappelle les moyens employés au XIXème siècle contre les premiers syndicats; mais beaucoup en sont venus à penser que des consommateurs informés et actifs peuvent faire utilement contrepoids aux grosses sociétés qui dominent de plus en plus le système économique. Ces mouvements exerceront probablement une grande influence sur le futur développement économique de la région.

G. Nouvelles méthodes d'élaboration des politiques sociales

36. Parmi les principaux changements qui se sont produits ces dernières années en Europe occidentale dans le domaine de la politique sociale, il convient de mentionner en premier lieu l'emploi de nouveaux instruments de planification et d'élaboration des décisions en matière sociale. La plupart des pays de la région s'occupent activement de mettre au point des indicateurs sociaux, de nature à mieux faire comprendre les structures et les processus sociaux et à permettre de surveiller la réalisation et l'efficacité des programmes sociaux. C'est à des fins analogues que sont publiés périodiquement des études ou des statistiques sociales destinées à l'information générale du public et des responsables des décisions aux différents échelons et à permettre aux pouvoirs publics de justifier leurs options. Des dispositions ont été prises pour l'acheminement des données sociales en Finlande, en France, en Italie, dans la République fédérale d'Allemagne, au Royaume-Uni et en Suède, ou sont envisagées dans plusieurs autres pays. On tente aussi de renouveler les moyens de planification par la rationalisation des processus de décision grâce au système RCB (rationalisation des choix budgétaires) dont l'application aux Etats-Unis remonte à 1960. Comme l'activité gouvernementale s'étend à un nombre croissant de secteurs sociaux dans tous les pays de la région, les moyens et l'efficacité générale de la planification s'améliorent dans chacun de ces secteurs. En même temps qu'on perfectionne la planification sectorielle, on s'efforce constamment d'adapter les instruments et les techniques de la planification à une nouvelle conception de la croissance - englobant le fonctionnement de la société dans ses aspects économiques et sociaux.

37. Depuis dix ans, la politique sociale tend à passer en premier plan des préoccupations et des priorités des gouvernements d'Europe occidentale, tandis que les prestations sociales et les services sociaux sont de plus en plus généralement considérés comme des droits sociaux fondamentaux et non pas comme relevant de la charité publique ou privée. D'autre part, on a aujourd'hui l'impression que les dépenses du secteur social ont atteint un niveau inquiétant dans la plupart des pays de la région. On recherche dans plusieurs directions le moyen de remédier à cette situation. Premièrement, une forte réaction se manifeste contre la complexité croissante de l'administration des services sociaux, et des solutions plus efficaces et plus économiques sont recherchées : établissement de nouveaux critères pour trancher entre la centralisation et la

décentralisation; resserrement des liens intersectoriels; élaboration de programmes intégrés englobant, par exemple, la santé et l'action sociale. Deuxièmement, le fait reconnu que les programmes d'action sociale ne profitent pas toujours à ceux qui en ont le plus besoin, a entraîné le renversement de la tendance antérieure à généraliser les prestations et les services sociaux, et a fait sentir la nécessité d'une sélection - effectuée à l'aide d'enquêtes sur les ressources ou par d'autres moyens. Enfin, on donne de plus en plus la priorité aux activités préventives. A cet égard, on se rend maintenant mieux compte que la plupart des programmes préventifs exigent des progrès dans l'éducation et des réformes sociales, ce qui demande du temps et ne peut être pleinement efficace que dans le cadre de politiques sociales générales à long terme.

III. EUROPE ORIENTALE ET URSS

A. Evolution démographique

38. Les perturbations démographiques dues aux pertes massives de vies humaines subies par la plupart des pays d'Europe orientale et l'URSS au cours de la deuxième guerre mondiale ont aujourd'hui en grande partie disparu. Le recensement de 1970 en Union soviétique a bien révélé la persistance de quelques anomalies dans la pyramide des âges, mais il est significatif que, pour mille femmes, il y avait 859 hommes en 1972, contre 855 en 1970 et 819 en 1959; en 1973, les hommes et les femmes étaient en nombre égal dans le groupe d'âges de 0 à 46 ans. En Pologne, autre pays de la région à avoir subi de lourdes pertes en vies humaines pendant la guerre, la situation démographique redevient également normale : en 1970, on comptait 945 hommes pour mille femmes.

39. Les taux de fécondité sont en diminution dans la région depuis 1960. Une augmentation a été notée dans certains pays en 1971 et 1972, imputable à la structure par âge de la population plutôt qu'à un changement dans le comportement procréateur; cette augmentation des taux de natalité persistera probablement jusqu'aux alentours de 1978, après quoi les tendances négatives antérieures pourraient reprendre le dessus. Actuellement, du point de vue de la fécondité, on peut grosso modo diviser les pays de la région en trois catégories qui comprennent : la Hongrie et la République démocratique allemande, où les taux bruts de natalité (pour mille habitants) sont inférieurs à 15, la population se rapprochant d'un état stationnaire; la Bulgarie, la Pologne,

la Roumanie, la Tchécoslovaquie, l'URSS et la Yougoslavie, où les taux de natalité varient entre 16 et 20; enfin l'Albanie, où la structure de la population est très différente, le taux de natalité étant proche de 35. A ces différences entre pays, il convient d'ajouter des différences importantes à l'intérieur des pays : en URSS, par exemple, le taux de natalité fédéral se compose de taux régionaux variant de 14 à plus de 34 p.1000.

40. Le vieillissement de la population est aussi une tendance à long terme dans la plupart des pays de la région. En URSS, la proportion des personnes âgées de 60 ans et plus dans la population totale était de 12,4 en 1972 contre 11,8 en 1970 et 9,4 en 1959. Le nombre de retraités y a presque doublé en dix ans. Dans les autres pays de la région, vers 1970, la proportion des personnes âgées de 60 ans et plus allait de 11,7 en Yougoslavie à 22,1 dans la République démocratique allemande.

41. La troisième tendance démographique importante dans la région est l'augmentation de l'espérance de vie. A la fin de la décennie 1960 l'espérance de vie était, à la naissance, de plus de 65 ans pour les hommes et de 72 ans pour les femmes dans la plupart des pays - les chiffres les plus élevés étant ceux de la République démocratique allemande, de l'URSS et de la Tchécoslovaquie (par ordre décroissant). Dans les pays où l'espérance de vie est encore relativement courte - l'Albanie, la Roumanie et la Yougoslavie - elle s'est néanmoins régulièrement allongée au cours des dix dernières années. Les taux de mortalité infantile sont encore relativement élevés, surtout dans les trois derniers pays mentionnés (50 pour mille naissances vivantes ou plus); en outre, dans tous les pays sauf la Hongrie, la mortalité infantile reste beaucoup plus élevée dans les zones rurales que dans les villes. Un autre phénomène pertinent est l'écart grandissant entre l'espérance de vie des hommes et celle des femmes : en URSS, cette différence était de neuf ans en 1968-1969, alors qu'elle n'était que de sept ans en 1958-1959. Les accidents de la route sont devenus maintenant une cause importante de décès dans plusieurs pays de la région.

42. C'est au cours des années 1960 que les premiers déplacements de main-d'oeuvre d'une certaine ampleur se sont produits entre les pays de la région - tendance qui s'est poursuivie jusqu'à maintenant. Ces migrations contrôlées par des organismes officiels, sont principalement liées aux accords d'"entreprises communes" ou à d'autres arrangements de coopération concernant des transferts de main-d'oeuvre pour une durée déterminée. C'est ainsi qu'un millier de Bulgares ont trouvé des emplois dans

l'industrie forestière de l'URSS, tandis qu'une dizaine de milliers de Hongrois travaillent dans la République démocratique allemande. On trouve des travailleurs polonais en Tchécoslovaquie. La Yougoslavie est un cas particulier, l'émigration y ayant atteint des proportions importantes depuis 1968 : on estime que 540 000 Yougoslaves ont trouvé un emploi à l'étranger de 1968 à 1970, et qu'environ un million, soit approximativement 10 % de la population active de la Yougoslavie, travaillent aujourd'hui à l'étranger.

43. Dans la région comme ailleurs, l'industrialisation et l'expansion du secteur tertiaire des économies nationales sont à l'origine d'une diminution importante de la population rurale. Par exemple, entre 1951 et 1970, l'exode rural a englobé près de six millions d'habitants en Pologne, et 1,7 million en Roumanie. En URSS, la population urbaine s'est accrue de 36 millions d'habitants au cours des dix dernières années, augmentation imputable, pour 14,6 millions à l'accroissement naturel, pour 5 millions, à la transformation de communautés rurales en localités urbaines, et pour plus de 16 millions, à l'exode rural. Par suite de la création de nouvelles villes, de la croissance des grandes cités existantes et de la transformation de certaines agglomérations rurales en agglomérations urbaines, cinq pays de la région avaient en 1970 une population composée en majorité de citadins : la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, l'URSS et surtout la République démocratique allemande où l'on estimait à 81 % la proportion de la population urbaine. La population rurale prédomine encore en Albanie, en Roumanie et en Yougoslavie, tandis qu'en Hongrie, il y a à peu près équilibre.

B. Amélioration des niveaux de vie

44. Le plein emploi, expression du droit fondamental au travail, est un trait caractéristique des pays socialistes. A l'exception de la Yougoslavie (où le taux de chômage était de 7,5 % en 1973), la proportion des habitants en âge de travailler qui exercent une activité lucrative est très forte, atteignant, par exemple, 91 % dans la République démocratique allemande. Cela implique un taux d'emploi féminin élevé : dans trois pays de la région, plus de 45 % des femmes font partie de la population active. La situation actuelle de l'emploi dans la région se caractérise, en fait, par une pénurie de main-d'oeuvre, que vont probablement aggraver la prolongation de la scolarité obligatoire et le mouvement vers les secteurs non agricoles de l'économie (où l'âge de la retraite et le taux d'emploi féminin sont moins élevés que dans l'agriculture).

45. L'accroissement du produit matériel brut par habitant, condition nécessaire de l'amélioration des conditions de vie, est sensible dans la région depuis une dizaine d'années. En 1970, le produit matériel brut par habitant dépassait 1 100 dollars dans quatre pays de la région et n'était inférieur à 500 dollars que dans deux seulement - l'Albanie et la Yougoslavie - où toutefois le taux d'accroissement annuel s'est maintenu à près de 5 % durant les dix dernières années. En Bulgarie et en Roumanie, pays dont le niveau de développement était encore peu élevé au début de la décennie 1960, le taux d'accroissement annuel a été d'environ 7 %, de sorte que le produit matériel brut par habitant a doublé au cours de la décennie. Celui-ci a augmenté approximativement de 75 % en URSS, grâce à un taux d'accroissement annuel de 5,7 %. Il semble qu'on envisage une certaine décélération du taux de croissance économique pour la période 1971-1975 dans la plupart des pays de la région.

46. Le maintien d'un équilibre satisfaisant entre la consommation et l'accumulation est resté une préoccupation constante des gouvernements pendant la dernière période. L'augmentation annuelle de la consommation a été plus lente que celle du produit matériel net au cours de la période 1966-1970 dans les six pays pour lesquels on dispose de statistiques : la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la République démocratique allemande, la Tchécoslovaquie et l'URSS. Même situation en 1970, sauf en Hongrie où l'augmentation par rapport à l'année précédente a été de 8,8 % pour la consommation et de 4,9 % pour le produit matériel net. Un changement important s'est produit en 1971 : les deux taux d'accroissement ont été à peu près égaux dans quatre pays : la Bulgarie, la Hongrie, la République démocratique allemande et l'URSS. De même, en 1972, la consommation s'est accrue dans les quatre pays au même rythme que le produit matériel net ou plus rapidement. Une progression plus lente du revenu pour la consommation n'a été enregistrée qu'en Bulgarie et en Hongrie.

47. Les "intrants" directs qui déterminent le niveau de vie de la population sont, d'une part, le revenu total en espèces, d'autre part, la partie des besoins des ménages qui est fournie gratuitement, c'est-à-dire la consommation de services collectifs. Dans les pays socialistes, le montant total du revenu en espèces a essentiellement trois origines : les salaires et les revenus assimilés aux salaires; les revenus de l'agriculture, les pensions et prestations sociales. Le taux annuel cumulatif d'augmentation pour les salaires et les revenus assimilés aux salaires pendant la période 1966-1970 a été de 7 à 8 % en Hongrie, en Pologne, en Roumanie, en Tchécoslovaquie et en URSS;

l'augmentation s'est maintenue approximativement au même niveau en 1971 et 1972, un maximum ayant été enregistré en Pologne : 11 % en 1972. Dans la plupart des pays de la région, les revenus ont augmenté dans l'agriculture à un rythme plus lent que les salaires payés dans les autres secteurs pendant la période 1966-1970, mais cette tendance s'est inversée au début de la décennie 1970 dans les pays où le secteur agricole restait important. Les pensions et les prestations sociales ont augmenté plus rapidement que les deux autres sources de revenu : de 8,8 % en 1966-1970, de 10,1 % en 1970 et de 11 % en 1971 en Union soviétique; de 15 % en Pologne en 1970-1971; de 11 à 12 % en Hongrie en 1971-1972; et de 10 % en Tchécoslovaquie de 1966 à 1970. Globalement, les revenus en espèces augmentent sensiblement dans la région depuis quelques années : en 1972, les augmentations ont été d'au moins 6 % en Hongrie, en Pologne, dans la République démocratique allemande, en Roumanie, en Tchécoslovaquie et en URSS.

48. La consommation de services collectifs représente dans la région une part de plus en plus large du revenu disponible final des particuliers. Il est difficile de considérer séparément la consommation de services collectifs proprement dite, c'est-à-dire la fourniture de biens et de services gratuits ou à un prix inférieur au coût, en l'isolant des transferts, tels que les prestations de sécurité sociale ou d'autres versements en espèces. On estime qu'en URSS 48 % des fonds de consommation publique ont servi en 1971 à la fourniture de services, et 52 % aux versements en espèces. Réunis, les versements et les prestations financés par le fonds de consommation publique ont représenté environ 30 % du coût de l'ensemble des biens et services consommés par les travailleurs. La valeur des services et des versements financés par les fonds de consommation publique est aussi élevée dans les autres pays développés de la région : dans la République démocratique allemande, par exemple, ils représentaient 20 % du revenu disponible final en 1969. En Tchécoslovaquie, la consommation de services collectifs proprement dite a représenté 12 % du revenu disponible final en 1970.

49. La possession de biens durables est un indicateur utile des changements dans les niveaux de vie. Des biens tels que les téléviseurs ou les voitures individuelles ont été mis à la portée d'une fraction de plus en plus large de la population. Par exemple, le nombre de téléviseurs pour mille habitants est passé en dix ans de 22 à 160 en URSS, de 17 à 187 en Hongrie et de 58 à 220 en Tchécoslovaquie. En moyenne, 10 à 20 % des

habitants possèdent des téléviseurs dans la plupart des pays de la région. De 1965 à 1970, le nombre des voitures particulières vendues pour mille habitants est passé de 9 à 26 en Roumanie, de 10 à 37 en Hongrie, de 35 à 48 en Pologne, de 29 à 80 en Tchécoslovaquie et de 64 à 123 en URSS.

C. Moyens de répartition

50. Dans les pays socialistes, tous les moyens dont on dispose pour réduire les inégalités : politiques des salaires, politiques des prix, allocation de fonds de consommation publique, sont employés simultanément pour résoudre en particulier quatre problèmes : inégalités entre les populations rurales et urbaines; situation des personnes âgées; disparités économiques et sociales entre hommes et femmes; situation des groupes à faible revenu.

51. La politique suivie à l'égard de la population rurale a un double but : améliorer le niveau de vie dans les zones rurales afin d'arrêter un exode précipité; améliorer l'équipement technique de l'agriculture pour libérer un excédent de main-d'oeuvre. En URSS, à la suite de décisions prises en 1966 concernant les paiements mensuels garantis dans les exploitations agricoles collectives, les revenus ont sensiblement augmenté à la fin de la décennie 1960 et au début de la suivante; on envisage de maintenir cette tendance pendant la période 1970-1975, l'objectif visé étant d'augmenter de 5,5 % par agriculteur actif les recettes provenant du travail dans les kolkhozes. En Roumanie, le même objectif consiste en une augmentation de 4,1 à 5,4 % pour les exploitations collectives et les parcelles individuelles, taux supérieurs à ceux qui sont prévus pour les ouvriers et employés de l'industrie et des services. Pour ce qui est des conditions de vie, la population rurale est encouragée, en URSS, à aller s'établir dans des villages plus grands et mieux situés, où la vie est plus agréable. Le nouveau plan quinquennal présente la particularité que, pour la première fois, les deniers publics serviront à des investissements non seulement dans des projets industriels, mais aussi dans des logements, des équipements collectifs et d'autres services sociaux à la campagne. En Pologne, une décision datant de 1971 fait bénéficier la population rurale de la gratuité des soins médicaux et d'une réduction des frais pharmaceutiques. Malgré le développement des grandes exploitations spécialisées et des complexes agro-industriels, les conditions de vie dans les zones rurales ne seront pas les mêmes que dans les villes, du moins dans l'avenir prévisible, mais un effort visant à réduire les inégalités dans les revenus et les diverses prestations se poursuit dans la région.

52. Une part de plus en plus importante des ressources de la sécurité sociale est consacrée, dans les pays socialistes, aux pensions de retraite. En URSS, où les travailleurs ont droit à une pension à 60 ans (55 pour les femmes) après 25 ans de service au minimum (20 pour les femmes), la proportion des dépenses de sécurité sociale affectée aux pensions est passée de 43,6 % à près de 68 % de 1950 à 1969. Dans le même pays, avant le plan quinquennal actuel, le montant des pensions minimales s'écartait de celui du salaire minimal par suite de l'amélioration considérable de ce dernier; le rapport approprié a été rétabli en 1971 grâce à un relèvement des pensions minimales, de 50 % pour les ouvriers et employés et de 70 % pour les kolkhoziens; actuellement, les pensions représentent en moyenne 70 % des salaires. En Bulgarie, les hommes de 60 ans (ayant au moins 25 années de service) et les femmes de 55 ans (ayant au moins 20 années de service) ont droit à une pension correspondant aux deux tiers de la moyenne de leur salaire antérieur. Dans la République démocratique allemande, les hommes reçoivent à 65 ans, et les femmes à 60, une pension dont le montant peut atteindre 80 % du salaire moyen. En Yougoslavie, les travailleurs assurés depuis 35 à 40 ans, quel que soit leur âge, ainsi que les hommes de 65 ans et les femmes de 60 assurés depuis 15 ans au moins, ont droit à une pension représentant de 35 à 85 % du salaire moyen. En URSS, une nouvelle législation datant de 1969 permet à certaines catégories de travailleurs (personnel médical, enseignants des zones rurales, travailleurs d'un grand nombre d'industries) de recevoir à la fois une pension complète et un salaire intégral s'ils continuent à travailler après l'âge de la retraite. Le nouveau système a pour but de remédier à la pénurie de main-d'oeuvre tout en réalisant les objectifs de l'action sociale.

53. L'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne les conditions de travail, et les conditions de vie n'est pas encore complète. Dans tous les pays, le pourcentage des travailleurs peu qualifiés est plus élevé chez les femmes que chez les hommes. Les moyens de formation et les possibilités de faire carrière ne sont pas toujours les mêmes pour les femmes que pour les hommes, de sorte que le principe "à travail égal, salaire égal" n'est pas pleinement appliqué. Un grand nombre de femmes passent beaucoup de temps à conduire leurs enfants aux crèches et aux jardins d'enfants, et aussi à faire les travaux ménagers, si bien qu'il leur en reste fort peu pour les loisirs, le repos et les relations sociales. La recherche de l'égalité, la revendication sociale d'un niveau élevé d'emploi féminin, la reconnaissance du rôle particulier et indispensable de la mère dans l'éducation des enfants, et la nécessité d'assurer le

renouvellement des générations - autant d'objectifs difficiles à concilier. Différentes solutions ont cependant été apportées à ces problèmes dans la région. C'est ainsi qu'en 1967 en Hongrie, et en 1970 en Tchécoslovaquie, des mesures ont été prises pour que les mères décidant de rester chez elles jusqu'à ce que leurs enfants aient atteint l'âge de trois ans, reçoivent des allocations à peu près équivalentes au salaire minimal. En URSS, on s'efforce principalement de multiplier et d'améliorer les divers services publics destinés à aider les mères qui travaillent - depuis les crèches jusqu'aux moyens de formation professionnelle. L'emploi de femmes à des travaux pénibles, malsains ou dangereux, se trouve progressivement interdit.

54. Les observations faites récemment au sujet de la situation des groupes à faible revenu en Hongrie semblent pouvoir s'appliquer à d'autres pays de la région. On a noté en Hongrie, au début des années 1970, que la consommation alimentaire était à peu près semblable dans toutes les couches de la société, mais qu'il existait des disparités en ce qui concerne la consommation d'autres articles : les cadres dépensaient par personne, pour l'habillement, 74 % de plus que les membres des coopératives et les activités récréatives augmentaient sensiblement à mesure que s'élevait le rang social. La proportion des logements surpeuplés était de 7 % pour les cadres, de 12 % pour les autres groupes d'employés, de 23 % pour les travailleurs qualifiés et de 40 % pour les manoeuvres. Les gouvernements des pays de la région ont pris un certain nombre de mesures pour améliorer la situation des groupes à faible revenu. Dans la République démocratique allemande, le salaire mensuel minimal est passé de 300 à 350 marks en 1971. En Roumanie, il était de 800 lei en 1971, de 1 000 lei en 1972 et on envisage de le porter à 1 100 lei en 1975. En Pologne, il a été porté de 850 à 1 000 zlotys en 1971 et des compléments de salaire ont été institués pour les travailleurs ayant un revenu total inférieur à 2 000 zlotys par mois. En Bulgarie, le salaire mensuel minimal est passé de 50 à 60 leva en 1970 et à 80 en 1973, et les relèvements de salaire ont atteint 6 % pour les travailleurs à faible revenu. En URSS, le salaire minimal a été triplé entre 1956 et 1970, et les salaires moyens relevés de 70 %. Le salaire minimal, fixé par la loi à 70 roubles, entre en vigueur progressivement, en même temps que des exemptions et des dégrèvements fiscaux. Une autre mesure importante concerne l'institution en 1974 d'allocations spéciales pour les enfants des familles à faible revenu.

55. La recherche d'une répartition plus équitable du bien-être doit se concilier avec la nécessité économique et sociale de stimuler la productivité et les innovations. Actuellement, les pays de la région se préoccupent vivement non seulement d'améliorer la situation des groupes à faible revenu, mais de multiplier les incitations en ce sens. En Hongrie, par exemple, on a décidé en 1973 que les entreprises capables d'augmenter leur production avec la même main-d'oeuvre (ou à maintenir le niveau de leur production tout en réduisant le nombre des travailleurs) pourraient affecter 60 % de leurs recettes supplémentaires au relèvement des salaires, au lieu de 10 % comme auparavant. Un système analogue appliqué en URSS permet aux entreprises de conserver un plus grand pourcentage de bénéfice pour faire face aux besoins de leur développement et pour accorder des primes aux travailleurs. En outre, en 1971-1972, les revenus de certaines catégories de travailleurs - enseignants, médecins, cheminots, conducteurs de machines agricoles, etc. - ont été relevés dans une proportion supérieure à la moyenne. Dans plusieurs autres pays aussi, par exemple en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, les salaires du personnel enseignant et du personnel médical augmentent actuellement à un rythme plus rapide que ceux d'autres catégories de travailleurs. Des incitations peuvent également être liées aux politiques régionales : c'est notamment le cas en URSS, où le plan actuel comporte l'introduction ou l'accentuation graduelle de différences d'une région à l'autre, afin d'attirer la main-d'oeuvre dans des régions déterminées du pays, telles que la Sibérie occidentale.

D. Politiques régionales et mésologiques

56. Les plans à long terme établis en Europe ont notamment pour objectif de réduire les déséquilibres régionaux et, d'une manière générale, de réaliser une meilleure intégration des régions dans le développement socio-économique. En URSS on se préoccupe depuis longtemps des problèmes régionaux, mais l'intérêt porté au développement régional s'est considérablement accru depuis peu dans les pays d'Europe orientale, où les services chargés de la planification et des recherches en la matière s'étendent rapidement. Par des recherches et des expériences on espère pouvoir concilier la nécessité d'assurer le même développement et les mêmes niveaux de vie dans les différentes parties d'un même pays, et la nécessité de porter la production à son niveau maximum ce qui implique la concentration d'activités et de richesses dans des régions déjà développées. En URSS, on s'intéresse particulièrement au développement économique des Républiques soviétiques

d'Asie et des régions de la République fédérative de Russie situées dans la partie asiatique. En comparaison, les déséquilibres régionaux sont moins importants dans les pays d'Europe orientale, surtout en Tchécoslovaquie et dans la République démocratique allemande. Cependant, la disparité des niveaux et des types de développement des différentes régions de Yougoslavie soulève de graves problèmes, d'autant plus difficiles à résoudre qu'il n'existe pas de politique générale des salaires et traitements. La consommation de services collectifs sert dans ce pays à réduire les disparités régionales.

57. La préoccupation croissante dont font l'objet, dans cette région comme ailleurs, les problèmes d'environnement, a récemment amené presque tous les pays à adopter de nouveaux règlements et de nouvelles politiques. En Bulgarie, notamment, on a créé le Comité national pour la protection de la nature et le Conseil pour la protection et la rénovation de l'environnement, et en Pologne, le Comité national pour l'environnement. La République démocratique allemande a promulgué en 1970 une loi relative à la mise en valeur planifiée des ressources naturelles du pays. En Roumanie, on a promulgué des lois sur la protection et l'utilisation des sols, l'utilisation des ressources en eau, l'extension de l'irrigation et la lutte contre l'érosion. Parmi les autres mesures visant spécialement à protéger l'environnement figurent notamment les campagnes de plantation d'arbres, la conservation des curiosités naturelles et des monuments historiques, l'éducation du public. En outre, le CAEM a établi dans ce domaine un système de coopération internationale, dont la portée s'étend des problèmes techniques liés à l'épuration des eaux usées, aux moyens de surveillance et de prévision de la qualité de l'eau, et aux conséquences de la pollution. La Commission du Danube étudie avec le plus grand soin les alluvions du Danube, et les accords bilatéraux dans le domaine de l'environnement se multiplient.

E. Evolution de la structure sociale et des conditions de vie

58. L'évolution de la structure sociale des pays socialistes se caractérise, depuis une dizaine d'années, par l'accroissement considérable du nombre et de la proportion des ouvriers et employés, par l'accroissement moindre des membres de coopératives et par la stagnation ou la diminution des autres groupes, ceux des agriculteurs non membres de coopératives, des petits commerçants et artisans, des travailleurs indépendants spécialisés, etc. Dans la catégorie des ouvriers et employés, le taux d'accroissement le plus élevé a été atteint par les travailleurs de l'industrie, et l'on considère que leur pourcentage par rapport à la population totale continuera d'augmenter. Une évolution

connexe, imputable à l'amélioration des conditions de vie et à la complexité croissante des sociétés socialistes industrialisées, concerne les employés de bureau qui apparaissent maintenant comme un groupe social ayant une influence prépondérante par leur mode de vie, leurs aspirations et leurs attitudes.

59. Alors que les plans précédents étaient axés sur la nécessité d'accumuler les capitaux, ceux qui portent sur la période 1971-1975 témoignent d'une nouvelle conception, celle de la croissance "orientée vers la consommation". L'importance accordée à l'amélioration des conditions de vie se traduit dans plusieurs plans (notamment en Bulgarie, en Pologne, dans la République démocratique allemande, en Roumanie, en URSS) par un ensemble de mesures qui constituent un vaste programme social portant sur de nombreux aspects du travail, de la vie familiale, du logement, de l'éducation et de la protection des personnes âgées. De même, les principales dimensions macro-économiques des plans indiquent l'intention de réaliser une redistribution systématique des ressources et de poursuivre des réformes structurelles qui devraient profiter, directement ou indirectement, aux consommateurs. Le même souci apparaît pour les centres de décisions des échelons inférieurs : les plans de production des entreprises se confondent de plus en plus avec les plans de développement social où des dispositions sont prévues en faveur de l'éducation des travailleurs, de la santé et du logement, des établissements pour enfants, des activités culturelles et de l'utilisation rationnelle des fonds destinés à encourager les activités sociales.

60. Dans ce vaste contexte, certains changements se produisent dans la structure de la consommation. La part des denrées alimentaires dans le montant global des dépenses de la population diminue, tandis que la vente d'articles non alimentaires - vêtements, mobilier équipements de cuisine, appareils de télévision, moyens de transport, etc. - augmente sensiblement. Les modes de vie changent aussi par suite de l'accroissement et de l'amélioration des services fournis à la population. En Hongrie et dans la République démocratique allemande, les prestations de services (surtout de services individuels tels que le blanchissage, le nettoyage à sec et les réparations) ont augmenté plus rapidement que le commerce de détail en 1972. En Union soviétique, des mesures ont été prises pour la création d'un réseau de maisons de vente au détail, de restaurants et de cantines modernes, et pour l'amélioration des méthodes de gestion dans la fourniture des services. Tout aussi importants sont les nouveaux modes d'utilisation des loisirs et le développement rapide du tourisme.

61. Les pays les plus développés de la région sur le plan économique doivent maintenant faire face à quelques-uns des problèmes liés aux formes modernes de la prospérité. Les taux de divorce augmentent : de 1962 à 1971, ils sont passés de 1,4 à 1,8 pour mille habitants dans la République démocratique allemande; de 1,2 à 2,0 en Tchécoslovaquie; de 1,7 à 2,3 en Hongrie et de 1,3 à 2,6 en URSS. On peut considérer comme une des raisons du niveau actuel des divorces les exigences croissantes des conjoints vis-à-vis l'un de l'autre et la participation active des femmes à la vie économique et sociale. Les enquêtes sociales montrent que les épouses demandent le divorce aussi souvent que les maris et qu'un de leurs principaux griefs est le partage inégal des travaux ménagers. La délinquance, surtout juvénile, augmente dans certains pays - phénomène étroitement lié à l'urbanisation, car on a constaté dans ces pays que les crimes et délits commis par des mineurs sont de trois à cinq fois plus fréquents dans les villes que dans les communautés rurales. Beaucoup d'infractions sont d'ailleurs commises sous l'influence de l'alcool, l'alcoolisme étant aussi un sérieux problème qui préoccupe les pouvoirs publics.

F. Evolution de la politique sociale

62. Le logement et l'éducation sont des domaines hautement prioritaires de la politique sociale des pays d'Europe orientale et de l'URSS. En URSS, par exemple, c'est à la construction de logements que vont 18 à 20 % de la totalité des investissements. En vue de réduire la pénurie de logements actuelle, la moyenne annuelle des logements neufs construits en Tchécoslovaquie qui était pour 10 000 habitants de 61 dans la période 1966-1970, sera portée à 70 pour la période 1971-1975. Les chiffres correspondants sont : 43 et 58 pour la République démocratique allemande; 64 et 77 pour la Hongrie; 61 et 65 pour la Pologne; 68 et 76 pour la Roumanie. Le taux élevé de 96 pour 10 000 habitants atteint en URSS sera maintenu pendant la période actuellement en cours. Le nombre moyen de pièces par logement a tendance à augmenter dans tous les pays sauf dans la République démocratique allemande et en Hongrie, de même que la dimension moyenne des pièces - notamment en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie. On s'attache aussi, dans tous les pays, non seulement à augmenter la quantité mais aussi à améliorer la qualité, l'agencement et le confort des nouveaux logements, de même que l'ensemble de l'environnement urbain.

63. Dans la construction de logements, la part qui revient à l'initiative privée est importante dans presque tous les pays : en 1971, elle était de 63 % en Roumanie, de 69 % en Yougoslavie et de 70 % en Bulgarie. Toutefois, dans la plupart des cas, la construction de logements bénéficie de l'aide de l'Etat : en 1971, la construction de

presque tous les logements dans la République démocratique allemande, et de près de 90 % des logements en Tchécoslovaquie a été partiellement ou entièrement financée par l'Etat. D'une manière générale, la surface habitable des immeubles appartenant à l'Etat est distribuée par des organes des conseils locaux, et les principaux bénéficiaires en sont les ouvriers d'usine, les familles nombreuses et les familles à faible revenu. Les loyers, très bas par rapport à ceux des autres régions du monde, correspondent généralement au revenu des occupants; selon les pays, leur montant représente de 5 % à 10 % du revenu moyen des locataires, charges d'entretien comprises.

64. L'objectif de l'enseignement universel, obligatoire et gratuit du premier degré ayant été pratiquement atteint dans tous les pays de la région, c'est au niveau du second degré que les plus grands progrès sont enregistrés depuis une dizaine d'années. En Yougoslavie on estime que 36 à 40 % des enfants en âge d'y être inscrits suivent l'enseignement secondaire. Cette proportion atteint 80 à 85 % en Hongrie. En Pologne, celle des enfants qui fréquentent une école secondaire ou une école professionnelle est passée de 41 % en 1950 à 65 % en 1960 et à 87 % en 1970. En URSS, où 81 millions de personnes reçoivent diverses formes d'enseignement - 49,2 millions d'élèves dans les écoles publiques, 4,6 millions dans les universités et instituts, et 4,4 millions dans les collèges et dans les établissements d'enseignement spécialisés - on prévoit qu'en 1975, tous les jeunes gens auront leur diplôme d'études secondaires.

65. La généralisation de l'enseignement du second degré a considérablement accru le nombre des élèves qui, au sortir de l'école secondaire, cherchent à accéder à l'enseignement supérieur. Mais tous ne peuvent y être admis : c'est ainsi qu'en 1970-1971, les universités polonaises ont admis 37,1 % des candidats, les instituts techniques 44,1 %, les écoles de médecine 39,9 % et les écoles des beaux-arts 22,1 %. En Hongrie, près des deux tiers des diplômés de l'enseignement secondaire demandent leur admission à l'enseignement supérieur, mais généralement la moitié seulement l'obtiennent. Selon les pays, l'admission dépend soit des résultats d'un concours d'entrée (comme en Bulgarie, en Roumanie, en Tchécoslovaquie) soit à la fois de ces résultats et des notes obtenues dans l'enseignement secondaire (comme en Hongrie). L'amélioration du système actuel de recrutement est à l'étude dans certains pays (en Hongrie et en Pologne, par exemple) et de nouvelles mesures seront probablement adoptées dans un avenir prochain.

66. Les données disponibles montrent que, dans l'enseignement supérieur, on trouve une proportion croissante d'étudiants venant des milieux ruraux ou de la classe ouvrière. En 1970-1971, environ 30 % des étudiants tchécoslovaques étaient les enfants d'ouvriers ou de paysans. Cette proportion atteignait 45,4 % en Pologne où, comme elle était encore

considérée comme insuffisante, des mesures ont été prises pour améliorer la situation (par exemple, par l'attribution de points supplémentaires aux examens d'entrée). En Hongrie aussi, ce problème retient beaucoup l'attention. On constate que la plupart des familles d'ouvriers et de paysans, bien qu'aspirant davantage à la culture, n'ont pas encore réussi à éveiller chez leurs enfants, en matière d'éducation, les mêmes ambitions que les familles plus instruites.

67. L'amélioration de la gestion des universités est aussi un sujet de préoccupation générale dans la région. Les réformes récemment décidées ou en cours dans plusieurs pays (dont la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie) sont destinées à donner aux établissements d'enseignement supérieur plus d'indépendance dans l'organisation des études, à laquelle participeront plus largement les professeurs et les étudiants. Enfin, plusieurs pays ont pris d'importantes mesures pour resserrer les liens entre l'enseignement et la pratique, et cela par divers moyens : échanges de techniciens et d'enseignants, coopération plus étroite des instituts de recherche à la solution des problèmes de production, formation des futurs diplômés aux travaux manuels de l'industrie.

68. Les plans adoptés pour la période 1971-1975 dans les pays de la région reposent sur l'idée qu'une croissance économique rapide, nécessaire à l'amélioration des conditions de vie, doit principalement résulter d'une utilisation plus efficace des ressources, des initiatives, des compétences et des hommes. Nombre de mesures ont été prises au début de la décennie 1970, en vue de stimuler l'innovation scientifique et technique, d'améliorer les systèmes de planification, de gestion et d'organisation et d'accroître la productivité de la main-d'oeuvre. On s'efforce aussi de trouver des moyens propres à mieux relier entre eux les plans et les politiques : le plan adopté en Bulgarie, par exemple, préconise une conception plus intégrée de la planification grâce au renforcement des liens intersectoriels, particulièrement en ce qui concerne le programme à long terme visant au relèvement des niveaux de vie. L'élaboration d'indicateurs sociaux, considérés dans la région comme la quantification des objectifs à inclure dans les plans et comme autant de mesures permettant d'évaluer les résultats des politiques appliquées, se rattache également au souci grandissant d'une utilisation rationnelle des ressources disponibles. L'évolution des politiques sociales est fortement influencée par la priorité que l'on attribue partout à l'efficacité.